



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MAYENNE

Préfecture
Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales et
foncières

ARRETE du 25 JUIN 2019

modifiant l'arrêté n° 2009-P-169 du 19 février 2009 modifié, autorisant l'EARL Hilbert, dont le siège social se situe au lieu-dit La Fosse Noire à Montsûrs, à exploiter, à cette même adresse, un élevage porcin comprenant 426 truies, 3 verrats, 63 cochettes, 1 000 porcelets en post-sevrage et 2 210 porcs à l'engraissement, soit 3 760 animaux équivalents, portés à 453 truies, 4 verrats, 44 cochettes, 1 000 porcelets en post-sevrage et 2 190 porcs à l'engraissement, soit 3 805 animaux équivalents et modifiant le plan d'épandage.

**Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement ;

Vu la directive IED Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE susvisée, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 2013 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2102 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral régional n° DEVL1526024A du 18 novembre 2015 du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret, préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne, portant approbation du SDAGE du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral régional n° 670/2017/DRAAF-DREAL du 22 décembre 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral régional n° 2018-408 du 16 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-P-169 du 19 février 2009, autorisant l'EARL Hilbert, dont le siège social se situe au lieu-dit La Fosse Noire Tertre à Saint-Ouen-des-Vallons (53150), à exploiter, après extension, un élevage porcin de 276 truies, 3 verrats, 21 cochettes, 2 210 porcs à l'engrais et 1 000 porcelets en post-sevrage, soit 3 310 animaux équivalents sur ce même site ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014331-0007 du 24 novembre 2014 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté n° 2009-P-169 du 19 février 2009 susvisé et modifiant les effectifs portés à 3 760 animaux équivalents ainsi que le plan d'épandage de son exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2019 portant délégation de signature à M. Frédéric MILLON, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance du préfet de la Mayenne ;

Vu la demande présentée le 13 février 2019 par l'EARL Hilbert, ayant son siège social au lieu-dit La Fosse Noire à Montsûrs (commune déléguée de Saint-Ouen-des-Vallons), sollicitant la modification du plan d'épandage et des effectifs de son atelier porcin, portés à 453 truies, 4 verrats, 44 cochettes, 1 000 porcelets en post-sevrage et 2 190 porcs à l'engraissement, soit 3 805 animaux équivalents, à cette même adresse ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 6 mai 2019 ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 26 mai 2019 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, les prescriptions complémentaires imposées par arrêté préfectoral, suite à la modification d'une installation, doivent permettre la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code ;

Considérant que les modalités de fonctionnement prévues au dossier de demande d'autorisation prennent en compte l'arrêté préfectoral n° 2018-408 du 16 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Considérant que les conditions d'aménagement et de fonctionnement prévues au dossier ne constituent pas de dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'augmentation de l'activité porcine de l'EARL Hilbert de moins de 2 000 emplacements pour les porcs de production reste inférieure au seuil nécessitant une nouvelle autorisation ;

Considérant que les modifications proposées par l'EARL Hilbert ne présentent pas de caractère substantiel ;

Considérant que les capacités de stockage des effluents sont suffisantes pour respecter les périodes d'interdiction d'épandage ;

Considérant que les indices azotés et phosphorés sont conformes ;

Considérant que le dossier de réexamen sur les meilleures techniques disponibles mises en œuvre sur son exploitation, transmis le 7 mars 2019 par l'EARL Hilbert, a été validé par le service de l'environnement et des installations classées, le 2 mai 2019 ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du pétitionnaire et qu'il n'a pas appelé d'observations de sa part ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE :

Article 1^{er} : les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-169 du 19 février 2009 modifié sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

l'EARL Hilbert, dont le siège social est situé au lieu-dit La Fosse Noire à Montsûrs (Mayenne), est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, après extension, un élevage porcin de 3 805 animaux équivalents comprenant 453 truies, 4 verrats, 44 cochettes, 1 000 porcelets en post-sevrage et 2 190 porcs à l'engrais, sur ce même site.

Article 2 : les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-169 du 19 février 2009 modifié sont complétées par les dispositions suivantes :

1.3 - Réexamen des Meilleures Techniques Disponibles :

il est procédé périodiquement au réexamen et, si nécessaire, à l'actualisation des prescriptions fixées à l'arrêté d'autorisation, pour tenir compte de l'évolution des meilleures techniques disponibles.

A chaque publication de décisions concernant les « nouvelles » conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires sous la forme d'un dossier de réexamen, conformément aux articles R.515-70 à R.515-73 du Code de l'Environnement, dans les délais fixés par le ministre chargé des installations classées.

Les « installations autorisées après la parution des conclusions MTD » sont les installations pour lesquelles une autorisation au titre de la rubrique 3660 est délivrée après le 21 février 2017 (date de publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs), y compris les installations faisant l'objet d'une autorisation pour une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Les « installations autorisées avant la parution des conclusions MTD » sont les autres installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 3660 ;

Les « niveaux d'émission » sont les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour les émissions atmosphériques telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Pour les poulets de chair d'une masse finale supérieure à 2,5 kg, ces niveaux d'émission sont fixés par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement ;

Les « meilleures techniques disponibles » sont celles figurant dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés, ainsi que toute autre technique d'efficacité équivalente reconnue par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement.

L'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles tel qu'il s'y est engagé dans son dossier de demande d'autorisation ou dans son dossier de réexamen.

L'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

L'exploitant peut solliciter une dérogation permettant de fixer des valeurs limites d'émission qui excèdent les niveaux d'émission.

Cette demande est formulée et instruite dans les formes prévues au I de l'article L. 515-29 du code de l'environnement et selon les dispositions réglementaires prises pour son application.

Si la dérogation sollicitée a été acceptée par le préfet à l'issue de la procédure, pour le champ de la dérogation accordée, l'exploitant met en œuvre les prescriptions, respecte les valeurs limites fixées et délais prévus par arrêté préfectoral.

A la suite de la publication des conclusions sur le MTD, chaque exploitant d'une installation IED doit transmettre à l'inspection des installations classées un dossier de « réexamen » sur les MTD mises en œuvre sur son exploitation et tout nouvel arrêté d'autorisation doit être conforme à ce texte.

Article 3 : le tableau de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-169 du 19 février 2009 modifié est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	A, E ou D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Effectif autorisé
3660	b	A	Elevage intensif de porcs (avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg))	Elevage porcin	Plus de 2 000 places en engraissement	2 190 places en engraissement
2102	1	A	Porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc, de) en stabulation ou en plein air à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques	Elevage porcin	Plus de 450 animaux équivalents	3 805 animaux équivalents

Article 4 : le tableau de l'article 22.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-169 du 19 février 2009 modifié est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Type d'effluents ou de déjections	Valeur agronomique		
	N	P ₂ O ₅	K ₂ O
Lisier de porc produit	19 722	1 350	12 661
Fumier et lisier de bovins produits	5 668	2 180	6 660
Total fumier et lisier produits	25 390	13 530	19 322
Lisier de porcs exporté	21 600	13 176	10 800
Lisier et fumier restant à épandre	5 779	1 937	5 813

Article 5 : les dispositions de l'article 18 de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-169 du 19 février 2009 modifié sont complétées par les dispositions suivantes :

18.2.4. Affichage complémentaire :

en l'absence de mise en place d'un système de désenfumage en toiture, un panneau doit être apposé sur le ou les bâtiments à ventilation dynamique concernés. Ce panneau de signalisation externe doit être blanc avec une écriture en rouge mentionnant clairement « *Absence de système de désenfumage. En cas d'incendie, ne pas pénétrer dans le bâtiment* ». Il doit être apposé à proximité de la porte principale du bâtiment concerné et être d'un format de 60 cm X 30 cm minimum.

Article 6 : les dispositions de l'article 24 de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-169 du 19 février 2009 modifié sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

après étude agropédologique d'une surface globale de six cent soixante-deux hectares quatre-vingt-dix-huit ares (662 ha 98 ares), l'épandage est autorisé sur une surface de quatre cent cinquante-neuf hectares cinquante-quatre ares (459 ha 54 ares) répartis de la façon suivante :

- 379 ha 95 ares restent aptes à l'épandage en période de déficit hydrique ;
- 79 ha 59 ares restent aptes à l'épandage toute l'année.

Article 7 : les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre notamment des rubriques n° 2102 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent à l'établissement (élevage de porcs).

Article 8 : publicité

une copie de l'arrêté modificatif est déposée à la mairie de Montsûrs et peut y être consultée.

Une copie de cet arrêté est affichée à la mairie de Montsûrs pendant une durée d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Mayenne pendant quatre mois :

<http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-agricoles/Autorisations>

Une copie de cet arrêté est adressé aux conseils municipaux de La Bazouge-des-Alleux et Sacé ainsi qu'aux chefs de service concernés.

Article 11 : une copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'installation seront remis à l'EARL Hilbert, qui doit toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

Article 12 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le maire de Montsûrs, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Frédéric MILLON

Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes cedex, dans les délais suivants, conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Nantes peut aussi être saisi par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

